

> Histoire et Mémoires des Luites de l'Immigration et des Banlieues

>> Le GPV va dans le Mur... c'est ça le renouvellement urbain !

Toulouse, comme 49 autres sites urbains en France, a son Grand Projet de Ville. Après 25 ans de politique de la ville et une dégradation continue des conditions de vie dans les quartiers qui font l'objet de ces politiques, devenus de véritables zones "hors la ville" et hors droit commun, le lancement des GPV a été présenté comme la nouvelle génération des contrats de ville permettant enfin d'appréhender les problèmes de manière globale.

Par ailleurs, les enjeux que constituent la pleine intégration des quartiers concernés à la ville, la réalité des conditions de vie des habitant-e-s, l'efficacité des sommes engagées par les différents partenaires, l'inscription de la participation des habitant-e-s comme condition incontournable de la réalisation de ces projets... sont effectivement majeurs.

Si l'on se réfère honnêtement à ces éléments, alors un constat s'impose : le GPV à Toulouse est en panne. Et le pilote le sait, le tait et fonce sur la pente des démolitions.

Le pilote, c'est la Ville de Toulouse. Et personne d'autre n'a de contrôle ni sur la direction, ni sur la vitesse, ni même sur les freins. Le GPV va droit dans le mur. Et le pilote accélère encore.

Cette impression de marche forcée qui fait l'économie de la participation et de l'investissement des habitant-e-s tient à l'attitude de la Ville qui navigue à vue sur un projet dont l'ampleur mériterait de prendre de la distance. Mais pour éviter que la panne soit visible, toute réalisation est bonne à prendre et à afficher : on démolit ici, on reloge comme on peut par là, on signe une convention avec l'ANRU¹ pour un quartier par ici, on inaugure un gymnase là, puis d'autres conventions ANRU pour les autres quartiers... et c'est ainsi que le GPV avance.

Tous les textes de cadrage, toutes les conventions signées... inscrivent la participation des habitant-e-s, du diagnostic jusqu'au suivi des réalisations, comme une **condition** de l'élaboration du GPV et comme **condition** de sa réussite. Or cette participation, Ô surprise, n'est pas née spontanément, et le "point d'information" ouvert par la Ville de Toulouse dans chaque quartier n'y a rien fait. Même la Super-Adjointe en charge de la politique de la ville a reconnu que cette participation n'avait pas de réalité. Qu'importe, on fonce.

Avant même la signature du GPV en mars 2002, nous avons fait des propositions pour que le processus s'engage d'abord en construisant les outils nécessaires à la mobilisation et au travail des habitant-e-s sur leur quartier. Vœux, courriers, interventions, réunions publiques... rien n'y a fait. Et la Ville a continué à brouiller les cartes : elle a inscrit dans le GPV que la participation des habitant-e-s s'organiserait dans le cadre des commissions mises en place dans le cadre de la loi "Démocratie de Proximité". Et au final le projet de quartier "élaboré" dans ce cadre renvoie... au GPV. Lorsque des collectifs habitants se sont organisés pour prendre l'initiative de faire participer les habitant-e-s, la Ville a interdit aux élu-e-s et au personnel DSU² d'y participer...

Pourtant, le GPV à Toulouse c'est : 9 quartiers comptant au total près de 50.000 habitant-e-s, un budget de plus de 314 millions d'euros, dont 80% d'investissements... Toulouse, c'est aussi un marché du logement hypertendu avec un parc social largement insuffisant. Des quartiers dont l'intégration à la ville est essentiellement problématique dans une dimension sociale, car relativement bien équipés (équipement publics, métro, fac...). Une concentration dans ces quartiers du logement social (plus de 35% du parc social toulousain), ainsi qu'une concentration du chômage (plus de 20% des chômeuses-inscrit-e-s de Toulouse, des zones où le taux de chômage s'établit à plus de 46% des habitant-e-s...), qui font de ces quartiers des zones de relégation et de ségrégation ethnique ... Bref, sans nier les questions urbaines ce sont fondamentalement des problèmes sociaux qui minent les vies des habitant-e-s de ces quartiers et entretiennent leur mise à l'écart du reste de la ville.

Le gouvernement actuel a réduit la politique de la ville à des opérations de renouvellement urbain. La Ville traite avec l'ANRU sans aucune implication du terrain local. Et même le projet urbain du GPV reste une inconnue pour tou-te-s les Toulousain-e-s. Personne n'a même connaissance des critères

1 Agence Nationale du Renouvellement Urbain

2 Développement Social Urbain

qui dictent le choix des immeubles à détruire.

Au regard de l'ampleur du programme de démolition et de "déplacement de populations"³, le volet social fait figure de moucheron. D'abord car il ne tient que par la reconduction de dispositifs en cours depuis des années, par des mesures éparpillées. Et surtout, la Ville ne prend pas en compte les effets en cours de la mise en œuvre du GPV sur les conditions de vie des habitant-e-s : relogements sans prise en compte des parcours résidentiels, chantier permanent, incertitudes quant au court terme qui empêche tout projet de vie...

On peut multiplier les interrogations, les flous... En 6 ans il n'y a eu aucune approche globale du projet, aucune participation réelle des habitant-e-s. Nous avons aussi demandé un moratoire sur les démolitions (à Toulouse, on démolit avant de reconstruire). Refus de la Ville. Quelles que soient les initiatives institutionnelles prises, rien ne changera le processus opaque qui est en cours. C'est devant et avec les habitant-e-s, les acteurs du terrain et les professionnel-le-s concerné-e-s, que l'ensemble des partenaires du GPV de Toulouse doivent se présenter et travailler.

Motivé-e-s

3 C'est l'expression "malheureuse" du sous-préfet à la Ville alors en poste, lors d'une réunion publique sur le GPV avec des habitant-e-s du Grand Mirail.